

Cl. Heyntgens

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 62-71, BERG. 40-81
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

“ Il faut introduire dans notre haut commandement plus de volonté guerrière, ”
a dit hier le député Maginot.

Lettres du Front

Bleus d'aujourd'hui Hommes de demain

Il faut bien l'avouer, les vieux avaient rudement grogné quand on leur annonça l'arrivée des bleus de la classe 16. Ils ont terriblement râlé quand on a décidé de mobiliser les bleus de la classe 17. Les prenait-on pour des ballots ? Comme s'ils n'étaient pas assez comme cela au front ! Pourquoi leur envoyer cette marmaille ?

Leur ressentiment se mêlait d'un peu de jalousie. Voyez-vous cela : des gosses venir prendre leur place après deux ans de guerre ! Depuis plus de vingt mois qu'ils font la cour à la mère Victoire, la bonne à Joffre, vous verrez que cette pinbêche finira par s'emballer pour un môme et que les vieux seront refaits. Avec les femmes, sait-on jamais ? C'est le dernier arrivé qui a toujours raison.

Ce ressentiment s'est transformé en rage froide, quand des permissionnaires, revenus de l'arrière, ont déclaré avec des hochements de tête entendus que les « petits gars » manœuvraient épatament, mieux que les anciens, et qu'on ne pouvait pas leur ôter ça. Dans les « cognats », on s'est rattrapé comme on a pu en commentant les nouvelles données par les journaux : — Bien sûr, y font de la culture physique, qu'y disent ; les gobelets et la pyramide humaine, c'est épataant pour le croque, mais ici faudra voir la tête qu'ils feront.

— Dis donc, mon pot, t'as vu les bleus de la classe 17, paraît que faudra pas les réveiller avant neuf heures et que le cuisot leur apportera leur chocolat au pieu !

— Oui, même qu'après la soupe, y peuvent pas sortir sans leur bonne et que le planton leur porte un parapluie en ville pour rentrer quand le temps se gâte...

Mais toutes ces plaisanteries retombent à plat et fusent sans éclater. Un silence gênant se fait dans la « cognat », on ne rit pas, et il y a toujours un vieux piltu endurci qui résume enfin le sentiment général, le vrai, celui que l'on cache sous la blague :

— T'as beau dire, c'est tout de même malheureux !

Il n'en dit pas plus, mais tout le monde a compris, et les fronts se barrent rageusement.

Ce qui, depuis des mois, exaltait le courage des poilus, c'était la notion enivrante et très nette du sacrifice. Ils savaient que leurs poitrines formaient un mur inébranlable contre la bête germanique et que, derrière ce mur, s'abritaient les êtres chers : les vieux, les femmes, les petits gars, tous ceux qui ne comprennent pas, qui ne savent pas, qui voient la guerre en cartes postales, tous ceux que l'on protège de son sang et qui conservent la vie civile telle qu'elle était, bien calme, bien douce, telle que l'on rêve de la retrouver après la victoire tous ceux qui... la patrie, quoi ! Si les petits gars viennent au front, c'est un peu de ce grand sacrifice qui devient inutile, c'est du bel avenir qui disparaît ; les vieux ne sont pas contents. Ils ne peuvent admettre que les petits aient grandi, qu'ils soient en âge d'être soldats, et ces rudes chasseurs d'hommes tremblent à l'idée de voir des gosses venir réclamer parmi eux leur part de gloire et de danger.

Les bleus ne peuvent pas savoir ce que les boutades des anciens cachent d'émotion à leur endroit, ils ne soupçonnent pas quelle rude tendresse les attend au front.

Si, dans les dépôts, ils ont une chaude couverture pour faire plaisir au comité d'hygiène, au front, ils en auront deux, sans circulaire ministérielle, pour faire plaisir au vieux qui, en grognant, donnera aussi la sienne pour que ce sale gosse qui dort à côté de lui n'ait pas froid.

Elle est étrange et rude la brusque vocation de ces petits qui, à l'âge où l'on rêve d'une première maîtresse, se sentent appelés par la plus mystérieuse de toutes, par cette dernière qui, jalouse, vous garde pour toujours et que les vieillards eux-mêmes approchent en tremblant.

Les vieux qui ont vécu peuvent rêver de couronner d'une noble réalité une vie d'illusions qui fut belle ; ils ne sacrifient à la patrie qu'une vieillesse décevante. Les petits, eux, nous donnent toute cette vie magnifique qu'ils auraient pu vivre,

ils ressuscitent parmi nous la beauté tragique d'Antigone descendant chargée de jeunesse au tombeau.

Quels hommes seront plus tard ceux de ces enfants qui reviendront des parages de la Mort, initiés au dernier mystère : celui de la Résurrection et ayant abordé la Vie par sa grande porte d'Ombre ?

Polochon

La résistance autour de Verdun

La bataille de Verdun semble aboutir, comme partout ailleurs, à de nouvelles opérations de guerre de siège.

Cette lutte autour d'un bout de tranchées entre Béthincourt et la cote 265 — bout de tranchées que les Allemands nous prennent et que nous leur reprenons ensuite, en majeure partie ; — cette progression française dans les boyaux ennemis au sud-ouest du fort de Douaumont, en présentent le caractère d'une façon absolue. On s'y bat à la grenade.

Nous remarquerons, en outre, que, dans ces petits combats, notre initiative ne le cède en rien à celle de nos ennemis. Ce qui est de très bon augure.

G. V.

Les Communiqués

15 heures

A L'OUEST DE LA MEUSE, au cours d'une attaque de nuit déclenchée à la faveur d'un violent bombardement sur nos positions entre BETHINCOURT et la cote 265 les Allemands ont pénétré dans nos tranchées de première ligne, le long de la route de BETHINCOURT à CHATTANCOURT.

Notre contre-attaque immédiate les a rejetés de la plus grande partie de ce qu'ils avaient pu occuper. L'ennemi ne tient plus, à l'heure actuelle, que quelques éléments avancés, sur une longueur de 300 mètres environ.

A L'EST DE LA MEUSE, bombardement intermittent. Nous avons continué à progresser dans les boyaux ennemis, au sud-ouest du fort de DOUAUMONT.

Quelques rafales d'artillerie en WOËVRE.

Nuit calme sur le reste du front.

23 heures

EN BELGIQUE, notre artillerie lourde a exécuté des tirs de destruction sur les organisations allemandes de MIDDELKERKE et de LANGEMARK.

A l'ouest de la MEUSE, après un bombardement violent qui a duré plusieurs heures, l'ennemi a lancé, contre nos positions au sud et au débouché est du village d'HAUCOURT, une puissante attaque sur un front de deux kilomètres environ. Arrêtés par nos tirs de barrage et le feu intense de nos mitrailleuses, les Allemands n'ont pu atteindre leur objectif et ont dû rentrer dans leurs tranchées, laissant de nombreux cadavres sur le terrain. Au sud-est de BETHINCOURT, nous avons fait quelques progrès à la grenade dans les boyaux et éléments de tranchées enlevés la nuit dernière par l'ennemi entre BETHINCOURT et la cote 265. Bombardement assez violent du MORT-HOMME et du village de CUMIÈRES.

A l'est de la MEUSE et en WOËVRE, lutte d'artillerie au cours de laquelle nos batteries se sont montrées très actives et ont dispersé plusieurs rassemblements ennemis.

Canonnade habituelle sur le reste du front.

Humour anglais

Le Daily Mail annonçait dernièrement la visite de Sarah Bernhardt aux tranchées devant Verdun.

La presse française « marcha ». Un de nos confrères parla d'une distribution de fleurs et de tabac que la grande tragédienne avait faite aux poilus. Un autre décrivit l'enthousiasme allumé chez nos soldats par les vers héroïques « dus au lyrisme d'Edmond Rostand et magnifiés par le génie de Sarah Bernhardt ». Un troisième envoya un rédacteur spécial, aux fins d'interviewer, à la gare de l'Est.

Et il trouva Sarah Bernhardt à la descente du train, le rédacteur spécial ; il recueillit ses impressions d'art et de bataille.

En les lisant, on dut énormément s'amuser dans les bureaux du Daily Mail. Car le Daily Mail ne peut ignorer que Sarah Bernhardt est toujours à Londres.

Les jours se suivent...

Place aux jeunes !

On discutait hier un projet de loi sur le rajeunissement des cadres déposé par le gouvernement. Après un court débat, la Chambre l'a renvoyé à la commission, malgré les instances du ministre de la guerre.

En temps de paix, cela signifierait deux choses : 1° que le gouvernement a subi un échec ; 2° que le projet est enterré.

Mais à l'heure actuelle, cela signifie exactement le contraire. La Chambre ne vote pas le projet du gouvernement parce qu'elle abonde dans son sens ; elle y abonde même au point de trouver son projet insuffisant. Et c'est pour cela qu'elle l'enterre, dans l'espoir qu'on lui proposera bientôt quelque chose de mieux — ou que le gouvernement se décidera de lui-même à « prendre les mesures nécessaires ». Ah ! s'il montrait seulement sur les autres terrains le quart de l'énergie qu'il déploie pour empêcher l'Œuvre d'imprimer le mot MÉTALLURGIE !

Il reste que le député Maginot, qui n'est pas M. Accambray, a prononcé des paroles courageuses et sages. Elles ont été confirmées par M. Galli en des termes qui prouvent que sur cette grave question, qui n'est pas une question de parti, mais de patrie, tous les bons esprits sont d'accord. Et nous n'avons plus besoin que d'un gouvernement qui gouverne pour avoir un commandement qui commande.

En temps de guerre, on ne saurait faire valoir les prétendus « droits de l'ancienneté » que comme des droits à la retraite...

Gustave Téry

Leurs silhouettes

...Enfin, les voilà, les joyeux inculpés ! D'abord le dentiste Moignet, dit Blaisois, qui semble vraiment échappé d'une pièce de Courteline. Le nom, la figure bouffonne, la mise débraillée, les gestes, tout y est.

— Ah ! ben en v'là une affaire, s'écrie-t-il, en agitant de petits bras en forme d'ailerons. M'accuser, moi, un honnête citoyen, d'avoir trempé dans des affaires louches ! Pensez-vous que, si j'avais su avant qu'un type s'en irait comme ça donner des mille francs sous prétexte qu'il les a promis, je ne lui aurais pas dit : « Ah ! ça, t'es pas malade d'allonger ta belle galette ? Veux-tu bien refourrer ça dans ta poche ! »

— Vous avez pourtant touché de différends « clients » une somme de cinq mille francs pour la remettre à Lombard et, là-dessus, il vous a bien donné quelque chose, dit le colonel.

— Cinq mille francs ! glapit-il en élan dans une réponse directe, cinq mille francs ! Pensez-vous ? Je sortais de ma poche jusqu'à des douze francs d'auto par jour... Oui ! de mon gousset, car je n'aurais jamais voulu voir un soldat payer le chauffeur... Alors, je lui demandais l'argent avant de descendre et je le faisais moi-même.

— Vous avez bien, à l'hôpital du docteur Lombard, porté un extraordinaire uniforme kaki avec quatre galons ?

— C'était mon uniforme de membre de la Société des Mariniers Sauveteurs, dont le docteur Lombard est président... Seulement, comme je suis un modeste, j'avais décousu trois galons, me contentant d'en garder un seul ; avec ça, je portais une brochette de décorations empruntée à un ami... parce que les miennes, je vais vous dire... comme elles étaient en argent, un jour de déche, je les avais bazardées ; quinze j'en avais, mon colonel, même qu'il y en avait une de la Croix-Rouge espagnole qui valait bien trente francs !

— Qui est-ce qui passait les visites à l'hôpital 38 ?

— Ah ! ça, je n'en sais rien. C'était pas mon rayon...

Et voilà Langevin, le commis-voyageur romantique : toupet bien pompadé, barbe brillantissime, cravaté de frais, il s'exprime d'une voix professionnellement persuasive... Le coude arrondi, la main tendue, le petit doigt levé, on s'attend à ce qu'il formule :

— Mon colonel, la marque que je représente est sans contredit la meilleure ; les plus grands industriels ont bien voulu m'honorer de leur confiance et j'espère que vous-même...

Mais il commence :

— Mon colonel, j'ai eu l'honneur de déjeuner avec quelques hautes personna-

lités du gouvernement — une quinzaine — invitées par le docteur Lombard... Comme je suis voyageur de commerce, j'ai l'habitude du monde et n'ignore pas que les affaires se traitent au restaurant... Je n'ai donc pas été autrement surpris lorsque M. le docteur Lombard m'a dit : « J'ai organisé ce dîner pour vous, il est naturel que vous le payiez... » Ce qui m'a un peu plus étonné, ce fut qu'il ajouta en s'adressant à la caissière : « Donnez aussi la note en souffrance du docteur Laborde... Mon ami va la régler. »

« La deuxième entrevue eut également lieu dans un restaurant...

— A l'heure du déjeuner, naturellement, ajoute le colonel, avec un sourire.

— Parfaitement, mon colonel, mais comme nous étions moins nombreux, cela me coûta moins cher que le premier... Je reconduisis le docteur en auto, mais en route il se ravisa : « Sapristi, me dit-il, j'ai oublié de te dire — car il s'était mis à me tutoyer — qu'il y a encore une petite note en souffrance du docteur Laborde. Retournons, tu vas la payer. »

... Ainsi, ce naïf voyageur offrit à des convives de choix une demi-douzaine de fins dîners...

Il ne faut pas le plaindre, car, plus tard, il manquera pas d'éblouir ses clients en leur disant :

— Un jour, en déjeunant avec mon excellent ami le chef de cabinet du ministre... et quelques sommités du monde médical, un docteur connu affirma hautement l'excellence de mes produits...

A. P.

L'Art n'a pas de patrie...

— Non, monsieur, disent les marchands d'estampes. Et c'est pourquoi nous continuons à vendre du Raphaël Kirchner. Et nous l'expéditions même en ballots sur le front. Et vos articles de l'Œuvre ne lui feront que de la réclame.

« C'est du commerce avec l'ennemi ? Fi donc ! C'est de l'art. L'art gothique a connu le peintre des demi-figures de femme. Nous lançons le Raphaël des demi-vierges en pantalon.

« A nos vitrines, entre le général Joffre et miss Cavell ? Pourquoi pas ? Puisque le public l'aime ! »

Eh bien ! puisque le public l'aime, il me sera reconnaissant de lui fournir quelques détails biographiques sur ce peintre des Vénus au lavabo. Voici :

Ce Raphaël Kirchner, de sa personne, quand il habitait parmi nous, était un petit homme assez hideux. Il en profitait pour mener une vie retirée et laborieuse. Jargonnant à peine le français, il ne parlait que son tudesque maternel, ne recevait que des Austro-Bosches, et, quand on lui citait une habitude française, disait tout naturellement : « Chez nous à Berlin... Chez nous à Vienne... »

Il s'était logé en haut de Montmartre, dans un atelier flanqué d'une terrasse large à y installer tout un observatoire, idéale pour les études de plein air, tant elle était bien abritée des regards curieux. Notre érotographe, dont le métier était de dessiner des fillettes déshabillées près du poêle, ne mettait d'ailleurs jamais les pieds sur ce belvédère inutile.

Au mois de juillet 1914, il eut une fantaisie : une équipe d'électriciens, mandée d'urgence, installa dans l'atelier, déjà très suffisamment illuminé, une quarantaine de lampes bleues, rouges ou vertes, toutes mobiles, au bout de longs fils, qui restèrent roulés au pied de chaque ampoule.

— C'est pour chercher des effets de coloris ! expliqua-t-il.

Mais il ne chercha aucun effet et continua paisiblement ses travaux ordinaires dans sa lanterne entre ciel et terre, plus encombrée de signaux multicolores que l'entrée d'une gare.

Huit jours après, la guerre éclatait. Notre artiste viennois déclara alors qu'il était sujet anglais, et, en cette qualité, se barricada jour et nuit dans son perchoir, en tête-à-tête avec sa terrasse, sous les étoiles, auxquelles il faisait peut-être des signaux d'amitié avec ses quarante lampes de couleur. Car, si celui-là fut jamais amoureux de Paris, ce doit être comme il était amoureux de la femme, pour en vendre !

Ce cher Paris, au lieu de l'envoyer dans un camp de concentration, lui a finalement ménagé un heureux exode en Amérique où il donne, comme vous voyez, la plus flatteuse idée de notre art, de nos mœurs et de notre candeur.

Maurice de Waleffe

La mort du colonel Driant

Le colonel Driant est tombé au champ d'honneur devant Verdun. Depuis plusieurs jours on ne conservait plus d'espoir que ce vaillant soldat fût prisonnier. Des informations officielles sont venues lever les derniers doutes.

Aussi, hier, à la Chambre, au début de la séance, M. Deschanel a-t-il annoncé la mort glorieuse du député de Nancy en ces termes :

Nous devons renoncer à nos espoirs ; il ne paraît plus douteux que Driant a été tué. Une famille en pleurs cherche au loin la chère image de l'époux, du père disparu. Nous le pleurons avec elle.

Mais lui, voudrait-il être plaint ? Voudrait-il être pleuré ?

Non ; il n'avait vécu que pour cette heure suprême. Toutes ses pensées, toutes ses passions, toutes ses généreuses colères, — que sa mort explique et ennoblit, — n'avaient qu'un objet : la grandeur de la France, la réparation de ses revers.

C'est pour cela, — patrie, honneur, justice, — que Driant est mort, au milieu des héros immortels de Verdun. (Applaudissements répétés.)

Jamais causes plus saintes ne valurent plus magnifique trépas.

Puisse de tels holocaustes brûler les débris impurs de nos haines ! Puisse la Mort éclairer la Vie ! (Vifs applaudissements.)

Cher et noble soldat, la France couvre de ses couleurs ta dépouille glorieuse. Tes petits chasseurs, que j'aimais tant, continueront d'entendre ta voix paternelle ; ils porteront en leurs âmes ta vaillance. Par eux tu seras vengé ! (Applaudissements vifs et répétés.)

Les députés ont écouté, debout, cet éloge funèbre. Et tous, sur tous les bancs, applaudirent à plusieurs reprises l'éloge de leur collègue, éloge auquel le général Roques tint à s'associer :

Au nom du gouvernement, je m'associe aux paroles prononcées par M. le président Deschanel.

Je considère comme un honneur d'avoir eu sous mes ordres le colonel Driant. Je tiens à dire mon admiration pour ce chef admirable et pour ce soldat unanimement admiré. (Vifs applaudissements.)

A la Chambre

A propos de la limite d'âge DES OFFICIERS GÉNÉRAUX

La Chambre a refusé de voter un projet de loi gouvernemental abaissant la limite d'âge des officiers généraux à partir du grade de colonel jusqu'au grade de général de division. Elle a renvoyé le projet à la commission : c'est l'enterrement.

Par ce vote, la Chambre n'a pas voulu indiquer qu'elle était hostile au rajeunissement des cadres ; tous les orateurs qui ont parlé ont, au contraire, affirmé que ce rajeunissement était indispensable. Mais la majorité a vu plus haut et plus loin. Elle a manifesté son désir, selon la formule de M. Maginot, de voir le haut commandement animé de « volonté guerrière ».

Au surplus, le compte rendu des débats fera comprendre, sans autre commentaire, quelle fut l'intention de la Chambre.

Le projet stipulait que la limite d'âge serait fixée à cinquante-neuf ans pour les colonels, au lieu de soixante ; à soixante ans pour les généraux de brigade, au lieu de soixante-deux ; et à soixante-trois ans pour les généraux de division, au lieu de soixante-cinq. De plus, le même projet prévoyait que les généraux de division pourraient être maintenus dans les cadres d'activité au delà du terme légal, s'ils se sont particulièrement distingués par l'éclat de leurs services.

Le premier orateur, M. Maginot, s'est déclaré très nettement hostile au projet, dont il n'attend rien, alors qu'il voudrait une action efficace.

Il désire des chefs jeunes.

Pour gagner les batailles, il faut de l'ardeur, de la promptitude, de la décision, de l'audace et cette vigueur physique et morale qui vous préserve de la fatigue comme des autres défaillances et empêche de verser dans la routine.

Or, le projet ne permet pas de réaliser le rajeunissement. Ce projet, a dit encore M. Maginot, « est une manifestation de cette mentalité de moindre effort dont ceux qui nous dirigent ne donnent pas suffisamment l'impression de s'être dégagés ».

L'orateur a ajouté :

Nous aurons la victoire ; mais cette victoire, nous ne l'obtiendrons qu'à la condition de mettre chacun à sa place et de ne pas nous hypnotiser sur le soi-disant droit de l'ancienneté qui a trop souvent entraî-

ché, au cours de cette guerre, les jeunes talents de surgir.

Il faut introduire dans notre commandement, notre haut commandement surtout, plus d'initiative plus de volonté guerrière, un peu plus de ce sang jeune qui fait les chefs qui osent et permet à des hommes de forcer le destin.

A citer encore ce passage :

Nombre de bons citoyens, bien plus que jamais décidés à poursuivre la guerre jusqu'au bout, et justement parce qu'ils ont cette résolution, commencent à trouver que certaines conceptions ont fait leur temps et leurs preuves.

Enfin, M. Maginot a déclaré en terminant :

J'ai le droit de dire, avec l'impartialité d'un homme qui met l'intérêt de sa patrie au-dessus de tout, que l'état de choses actuel ne permet pas à la France de tirer de ses admirables ressources tout le parti qu'elle devrait et pourrait en attendre.

Ce discours fut souvent applaudi et la grosse majorité de la Chambre souligna de vives approbations la formule de M. Maginot qui réclamait plus de volonté guerrière dans le commandement.

Après M. Maginot, le rapporteur, M. Paté, voulut défendre le projet. Il le défendit, mais il exprima les mêmes sentiments que M. Maginot.

Si un chef d'armée âgé conserve toute sa vigueur physique et intellectuelle, il faut le conserver, mais aussi si nous avons de jeunes chefs dignes de commander une armée, il faut les mettre à la tête d'une armée, peut-être plus haute.

Si un général a exposé inutilement le corps qu'il commandait, il doit être relevé de son commandement. Même la disgrâce ne suffit pas, dans ce cas ; ce général doit être traduit en conseil de guerre, comme un commandant qui a perdu son navire.

Il conclut que le projet réalisera une amélioration.

C'est également ce qu'a affirmé le général Roques, ministre de la guerre. Le rajeunissement s'impose, a dit le ministre. D'ailleurs, les enseignements de la guerre en ont démontré la nécessité.

Quand nous sommes entrés en guerre, il y avait 47 généraux de division et 67 généraux de brigade qui ne seraient pas partis en campagne si le projet de loi actuel avait été acquis. Parmi ces généraux, il reste au front 4 généraux de division et 16 généraux de brigade.

La sélection se fait, a ajouté le ministre, puisque, à l'heure actuelle, le plus âgé des commandants de corps d'armée a 61 ans et le plus jeune a 49 ans.

Quant à la critique de M. Maginot sur certain manque d'action, le général Roques y a ainsi répondu :

La dépense de temps, d'argent et d'hommes, si lourde chez nous, est plus lourde encore en face de nous, et, à ce triple point de vue, ce n'est pas nous qui sommes vaincus.

Enfin, le ministre a affirmé que ce projet « amènera une élimination ; il permettra de donner à chacun le grade que comporte sa situation et il sera aussi une indication que le pays veut l'expérience alliée à la jeunesse chez les chefs qui doivent conduire ses enfants à la victoire ».

— La vérité, a dit alors M. Galli, c'est qu'en temps de guerre, les règles relatives à l'avancement devraient être suspendues. En temps de guerre, il ne faut tenir compte que de la valeur et des services rendus.

Mais la question va être placée sur un autre terrain avec M. Viollette, qui demande le renvoi à la commission.

Le projet, dit-il, n'est qu'une illusion ; il ne change rien. Il ne s'agit pas de situations de personnes. Il s'agit de questions de méthode.

Et M. Viollette voudrait en dire plus long, mais il se tait.

Aujourd'hui, si nous parlons, nous sommes des traitres ; mais demain, peut-être, nous serons complices si nous nous taisons. Oui, le silence est souvent signe de sagesse, mais aussi, parfois, signe d'impulsivité et de pusillanimité.

Et M. Viollette ne dira rien, sinon ceci :

La bonne volonté du gouvernement ne suffit pas ; il faut des actes. Le projet n'est pas un acte, il ne constitue qu'une velléité.

Ainsi accablé, le projet est encore défendu par le général Roques et le général Pédoya ; mais, après pointage, il est renvoyé à la commission par 254 voix contre 218.

La Chambre a enfin voté le projet de loi ajournant les élections et un projet tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse.

Au Sénat

La taxation des denrées

Dès le début de la séance, M. Herriot prend la parole. Son discours est celui d'un homme que ses fonctions de maire de Lyon mettent tous les jours en face de graves questions qui doivent être résolues vite et bien.

Le problème du prix des denrées, dit-il, est simple en apparence, extrêmement compliqué dans la réalité. Le public souffre, se plaint. Il y a de grandes difficultés de vivre, même dans les classes moyennes et non pas seulement dans les classes populaires.

Il ne s'agit pas de rechercher des solutions théoriques ni de se livrer à des controverses historiques ; il faut envisager les faits et s'inspirer du seul bon sens.

Comme remèdes immédiats, M. Herriot propose la création de cuisines populaires, l'application stricte des lois et règlements relatifs aux poids et mesu-

res, notamment pour la boucherie ; l'amélioration des transports ; l'accord direct entre le consommateur et le producteur.

M. Herriot. — La Convention a eu le tort d'apporter des solutions générales à des problèmes particuliers. Il ne faut pas tomber dans la même erreur. Il faut examiner les questions une à une, la situation de chaque marchandise une à une...

Les accords directs ne valent que grâce à la bonne volonté des parties. Actuellement aucune loi n'oblige même ceux qui ont pris part à la conclusion des accords à les appliquer. A plus forte raison, les autres, les dépositaires entre autres, ne sont-ils, eux non plus, aucunement obligés.

Donc il faut recourir à la faculté de la taxation pendant le temps de guerre. Sans cette sanction, l'édifice des accords les plus solennels risquerait de s'écrouler.

La taxation existe d'ailleurs, en fait, pour le gaz, le pétrole, le charbon, le pain et la viande. M. Herriot pense qu'il est urgent de l'établir pour le lait et les pommes de terre, et il estime que la hausse de ces deux denrées est due aux spéculateurs. En résumé, il veut la taxation, mais mesurée et prudente, non systématique et absolue.

M. Malvy, ministre de l'intérieur, demande au Sénat de voter le projet du gouvernement. Il veut, dit-il, atteindre les bénéfices exagérés des intermédiaires. Et, pour exagérer la haute assemblée, M. Malvy n'hésite pas à faire donner l'artillerie lourde des gros arguments :

Ce qui est en jeu, c'est l'intérêt du pays, le salut de la nation. Ceux qui sont restés au foyer sont aux prises avec les difficultés de l'existence ; il faut les aider à les surmonter et donner la tranquillité à nos soldats. La loi que nous réclamons est une loi de défense nationale. Le peuple français est prêt à tous les sacrifices, mais il ne comprendrait pas que les pouvoirs publics n'interviennent pas pour réprimer les manœuvres coupables. Le Sénat ne nous refusera pas les armes nécessaires.

Tout cela est fort bien. Mais pourquoi apporter à la tribune des phrases comme celle-ci : « L'inquiétude et l'impénitence pénétrent dans les masses ouvrières... » Les masses ouvrières n'ont pas une mentalité de couloirs.

M. Venizelos connaît les Bulgares

Le récit nous arrive, d'Athènes, d'un entretien où M. Venizelos a fait à une personnalité macédonienne des déclarations très intéressantes sur la politique actuelle de la Grèce. L'éminent homme d'Etat sait voir de loin et de haut ; si tant de coteries dans la Grèce continentale, lui sont hostiles, c'est qu'il a souhaité la régénération domestique de son peuple en même temps que sa renaissance internationale.

Tous les Hellènes du dehors, beaucoup de ceux qui peuplent les îles, où soufflent plus librement le vent du large, sont acquis à la politique venizeliste ; Athènes, ville instruite et sensible, est venizeliste, et, du même coup, « royaliste ». Mais, dans l'intérieur du royaume, et surtout dans les nouvelles provinces, toutes les routines diffusées des vieux clans, bornés d'horizons et d'idées, protestent contre Hercule, quand il parle de nettoyer les écuries d'Augsias.

Les agents allemands ont su faire de cette poussière un amalgame politique de résistance aux influences émancipatrices d'Occident ; ils disposent, au Palais, de hauts patronages ; dans les villages et les campagnes, ils ont pris à leur solde des coteries locales, des courtiers électoraux qui vivent de repas légers et de paroles abondantes ; c'est par ces combinaisons, en haut et en bas, qu'ils tiennent le gouvernement actuel.

M. Venizelos a, dès longtemps, découvert, leurs manœuvres ; il sait de quelles alliances diplomatiques et militaires les Allemands sont sûrs dans les Balkans ; il a reconnu que l'ennemi véritable de la Grèce, aux portes mêmes de son territoire, c'est la Bulgarie.

Les Bulgares devraient pourtant à la Grèce, en ce moment, des égards particuliers. L'abandon par la Grèce de la Serbie, son alliée, leur a seul permis les conquêtes qu'ils ont réalisées, d'accord avec les Austro-Allemands. Mais le filon de la neutralité grecque est aujourd'hui épuisé. Comment les Grecs, prochaines victimes des convoitises bulgares, résisteraient-ils par leurs propres forces à une agression de leurs voisins ?

« Notre unique garantie pour la Macédoine, dit M. Venizelos, c'est le maintien des Franco-Anglais dans cette région ; les Alliés ont, eux, les moyens de contenir les Bulgares, même aidés de leurs complices des empires centraux ; le peuple grec, particulièrement celui de la Macédoine, doit leur faciliter la tâche... »

Ce langage sera-t-il compris ? La morphine de la propagande germanique n'a-t-elle pas amorti les énergies viriles et la claire intelligence des Hellènes du royaume ?

Tandis que M. Venizelos dénonce le danger bulgare, M. Skouloudis chicane les ministres de l'Entente, parce qu'ils surveillent les espions autour d'eux ; il provoque la démission des officiers anglais, chefs de la mission navale ; il ne veut pas, surtout, se fâcher avec les Bulgares, ni avec les Allemands ; sa courtoisie dissimule à peine le vide national de sa politique. Les amis de la Grèce espèrent qu'il est inférieur à la mesure de la majorité de ses concitoyens.

Louis Bacqué

Hors d'Œuvre

La paille et la poutre

J'ai reçu cette lettre :

Nous constatons, madame, que les femmes s'emploient activement à notre rénovation morale : elles organisent des meetings contre l'alcoolisme, des campagnes contre la pornographie... Très bien, mais que ne font-elles un retour sur elles-mêmes ?... Les Français mobilisés ont vu leur budget réduit, leur costume réglementé, leurs libertés restreintes, leurs boissons dosées... Mais les Françaises pensent-elles à faire des économies sur leurs toilettes ? On ne le croirait guère, à lire les « chroniques de la mode » qui, débordant de plus en plus les colonnes des grands quotidiens, affichent l'insolence du luxe et le bobisme des toilettes printanières... Quelques économies, qui ne porteraient pas uniquement sur la longueur de la jupe, serviraient à soulager des misères... « Des canons ! des munitions ! » voilà le premier cri des usines de guerre... « Des dentelles ! des falbalas ! » voilà le dernier cri des usines de luxe.

J'allais répondre que peu de Françaises lisent les chroniques de la mode et que, d'ailleurs, ce n'est pas un crime de vouloir être belle pour faire honneur à son poilu, lorsque j'ai reçu cette autre lettre d'un correspondant aussi spirituel qu'anonyme :

Madame,

Je ne signe pas ma lettre, car je suis un des deux Boches que M. Malvy a autorisés à rester à Paris pendant la guerre.

Moi « kamarade » et moi, nous sommes attristés de constater la décadence de votre couture depuis que nos compatriotes ne sont plus dans la rue de Paix pour lancer les modes élégantes et régir le bon goût français.

Mein Gott ! Ce sont là des Parisiennes, ces femmes dont les poitrines défaillantes tombent sur la ceinture, dont le centre en forme de ballon, sans devant ni derrière, est supporté par de lamentables échelons ou d'informes piliers emmanchés dans des chaussures ridicules ?

Où est cette bonne Mme Béchoff ? Où sont les Boches d'antan ?...

Où ils sont ?... Ils ne doivent pas être loin.

Car je suis persuadée qu'un troisième Boche non déclaré par M. Malvy se cache dans quelque atelier de couture d'où, invisible et présent, il régente la mode parisienne.

ZETTE.

Actualité

A propos d'une mauvaise nouvelle de la guerre qu'on avait cachée au public, quelqu'un écrivait :

... Je garderai le secret que vous m'en demandez ; mais le tout est déjà public, et peut-être même plus enflé qu'il n'est, car vous savez qu'en ce pays, l'on y va fort vite, soit d'une façon, soit d'une autre.

Cette leçon de mesure et de libéralisme, M. Jules Gautier pourra la savourer dans une lettre de Louis XV au maréchal de Noailles (1743).

Tarifs

A Calais, la police fait la chasse aux chiens non muselés, qui sont internés dans une fourrière dépendante du commissariat.

Le commissaire (à trois galons) touche une indemnité de trois francs par jour pour la nourriture de chaque chien hospitalisé.

Pendant ce temps-là, à Calais comme dans toutes les autres villes de France, les mères de famille touchent 0 fr. 50 pour l'entretien de chacun de leurs enfants.

D'où il résulte qu'à Calais la vie est hors de prix pour les chiens et d'un étonnant bon marché pour les bébés.

Plus d'intermédiaires

Les directeurs de théâtres vont enfin pouvoir entreprendre l'exploitation directe de leur affichage.

La concession des colonnes Picard étant arrivée à fin de bail va être prochainement renouvelée. Et le Conseil municipal, malgré les intrigues d'un syndicat d'anciens marchands de billets et autres mercantils qui cherchent à se placer entre le théâtre et le public, semble décidé à accorder la nouvelle concession à l'Association des directeurs de théâtres et de music-halls.

C'est trop juste.

La R. G. A. 1605

Parmi les automobiles militaires réservées aux fonctionnaires civils, il n'en est peut-être pas une à Paris qui travaille autant que la R. G. A. 1605. Son travail est-il bien utile au pays ? Ça, c'est une autre affaire. Toujours est-il que les deux soldats affectés à sa conduite ignorent le couvre-feu réglementaire et se couchent le plus souvent au petit jour.

Le matin, on voit la R. G. A. 1605 boulevard Montparnasse, où elle va chercher un haut fonctionnaire qui, de chez lui, se rend dans un ministère de la rive gauche (très près de la rive gauche). Et c'est à peu près la seule course régulière qu'elle fasse dans sa journée. A partir de ce moment, elle est, en effet, presque toujours occupée par des dames qui lui imposent de longues randonnées au Bois ou d'in-

terminables stations devant les magasins, les pâtisseries ou les théâtres.

Souvent, le soir, la R. G. A. 1605 sort de Paris par la porte Maillot, et les employés de l'octroi, qui la connaissent bien, se regardent en souriant, après avoir jeté un coup d'œil dans l'intérieur. Elle regagne la capitale à des heures tardives, retourne boulevard Montparnasse, et n'a enfin droit au repos que lorsque le jour se lève.

N'oublions pas que l'essence coûte cher et qu'en l'occurrence, c'est l'Etat qui paie.

Un autre kaiser

On mande d'Auckland :

Cinquante hommes de la police ont capturé dans la brousse le prophète maori Rua, de la Nouvelle-Zélande, qui s'était proclamé kaiser. Au cours de la lutte, deux Maoris ont été tués, dont le fils de Rua ; quatre policiers ont été blessés. L'origine de cette affaire avait été la condamnation de Rua pour vente illicite d'alcool.

Il est dommage que la police ait interrompu la carrière de ce bistro prophétique qui, non content d'être Rua, voulait être kaiser. Il avait réellement de sérieuses dispositions pour le métier.

LA MAIN QUI EXEMPTÉ OU LE PROCÈS Laborde, Lombard, Garfouinkel et Cie

Lerebourg, qu'on entendit hier le premier, fait le commerce des confitures. Le contact des fruits l'a, par mimétisme sans doute, rendu particulièrement apte au rôle de poire.

Pour en tirer plus d'argent, on lui a donné sa réforme par tranches — toujours en souvenir de son industrie. Il ne l'oblige qu'après, dira le président, une « cascade de sursis ».

Chaque sursis, qui n'était que d'un mois, lui coûtait 500 francs. Puis, moyennant mille francs, il fut versé dans les services auxiliaires. A total, pour être réformé... et poursuivi, il déboursa 3.500 francs, tant à Laborde qu'à Lombard, sans compter un pourboire de 100 francs au secrétaire Grand-maison.

Heudier, épicier et ami de Lerebourg, fit la même chose que lui. Coût et résultat également identiques.

Lombard, interrogé, répond :

— Je nie évidemment.

Comme de juste, il y eut encore le traditionnel « gueuleton » chez Lapérouse.

Quelques questions de M^e Henri Gérard nous révèlent que Lerebourg était vraiment cardiaque, qu'il est l'aîné de dix-sept enfants vivants, qu'il a plusieurs frères au front dont deux viennent d'être blessés à Verdun, et que de sa filleule, restée dans les régions envahies, il est sans nouvelles.

On rit encore avec le bistro Triadou, dont la parole semble un torrent roulant sur des cailloux :

— J'avais été libéré comme auxiliaire en avril 1915. Voilà qu'en juin je reçois encore un ordre d'appel. Très embêté et un peu effrayé, j'envoie ma femme à mon bureau de recrutement, le sixième, pour avoir un sursis. Un major vient me voir : « Comment ça va ? » qu'il me dit. Il m'ausculte et j'obtiens un sursis d'un mois. Je demande un second sursis. Un autre major vient me voir. Il m'ausculte, mais on me refuse le sursis. A ce moment, j'ai été convoqué devant un conseil de réforme par le 3^e bureau de recrutement. J'y suis allé. Un major m'a ausculté et m'a dit : « Vous êtes réformé. »

D. — C'est tout ?

R. — C'est tout.

D. — Dubosq va réveiller vos souvenirs.

Dubosq révèle alors que, pour obtenir son sursis, Triadou était allé trouver Lombard, et c'est à Laborde qu'il dut sa réforme. Pour passer devant lui, il fit un faux changement d'adresse. Les services des deux compères lui coûtèrent mille francs, qu'il ne paya, d'ailleurs, qu'en rechignant, ce qui fit dire à Lombard :

— Ces sacrés Auvergnats, il n'y a pas moyen de les faire cracher.

Le repas cotumier se fit dans une taverne du quartier Latin.

L'accusé Charvoz qui lui succéda à la parole nette, précise et abondante. Lombard le mena chez Laborde après une visite chez les docteurs Dumoret et Gesland, chargés de rédiger les certificats de complaisance. Lombard demanda pour le tout et pour tous la bagatelle de 15.000 francs. Mais jamais cette somme considérable ne fut versée.

Le repas se fit au Soufflet. Avec Maumus, Garfouinkel rentre en scène. C'est lui qui a adressé l'accusé à Lombard pour qu'il l'hospitalise. Maumus le reconnaît, mais ne voit rien versé. Pour lui Pierpon inaugura la série de ses faux.

Garfouinkel, intervenant, fait un cours médical pour démontrer la réalité des maux dont souffrait son ami Maumus. Brandschaft a à répondre des mêmes faits, mais, à l'entendre, c'est par hasard et dans un café qu'il connaît Lombard. Comme il naquit aux mêmes lieux que Garfouinkel, son affirmation laisse chacun sceptique. Le docteur Georges lui-même ne parait pas convaincu.

Bordas, enfin, autre ami et protégé de Garfouinkel, est interrogé et son cas ne diffère pas des deux précédents.

HAUT LES AILES !

D'après une note officielle, 31 avions allemands ont été détruits dans le combat de mars par nos pilotes ; nous en avons perdu seulement 13.

Cette disproportion, nous dit-on, est significative. Elle prouve que nos avions de chasse survolent incessamment le territoire de l'adversaire pour rechercher le combat.

On ne saurait trop admirer nos aviateurs qui ont réalisé de pareils prodiges ; mais n'est-on pas en droit de se demander si de tels gens, autrement employés, n'obtiendraient pas des résultats supérieurs ?

J'ai émis, à plusieurs reprises, cette opinion que l'aviation ne produira de fait utile que par l'action en masse. Le bombardement interrompt et passe d'une gare, d'une usine, d'un champ l'aviation signifie bien peu de chose. Les destructions partielles et superficielles sont trop faciles à réparer. Il faudrait opérer des destructions permanentes, c'est-à-dire impossibles à remettre en état avant que nos troupes aient eu le temps d'en tirer tout le parti possible. Les actions terrestres et aériennes doivent être combinées, autrement on gaspille sa poudre aux moineaux.

Cependant, constatant toujours les mêmes errements, j'avais fini par penser que mon idée, pour être si méprisée, devait être fort méprisable, et j'y renonçais... mais un flot de lettres m'engage à reprendre la question :

Continuez, insistez, n'oubliez pas le vieux proverbe qui dit que pour enfoncer un clou il faut frapper souvent dessus...

Et un autre :

A vous, monsieur, en votre qualité, à éperonner tout ce monde et à communiquer votre flamme...

Je ne puis me dérober.

Ce ne serait pas plus coûteux ni moins rapide, écrit un constructeur, de construire 50.000 avions que 50.000 autos. Dira-t-on que 50.000 autos sont au-dessus des forces de la fabrication française ?

Je le crois comme lui. Sans ralentir la construction des canons, il ne me paraît pas impossible de poursuivre celle, non pas des 50.000 avions, mais des 15.000 nécessaires pour assurer le bombardement incessant des derrières de l'ennemi.

Que faudrait-il pour cela ? Je cite encore :

1^o. Très peu d'argent. A peine le prix de deux ou trois cuirassés. C'est à la portée de la nation la plus pauvre.

2^o. Très peu d'hommes, 30.000 seulement, à raison de deux par avion. Ce serait à la portée du Monténégro.

Je ne pense pas que les aviateurs manquent jamais, à en juger par la correspondance que je reçois à ce sujet.

Si on se reporte au compte rendu officiel de la bataille de Verdun, on voit que :

Nos petits paquets d'avions de chasse ont lutté magnifiquement contre leurs adversaires ;

Nos petits paquets d'avions de bombardement ont exécuté des destructions partielles intéressantes ;

Nos avions de réglage ont renseigné nos batteries à souhait.

Mais peut-on certifier que tous ces efforts, tout cet héroïsme ont influé d'une façon sérieuse sur les événements ?

Imaginons, au contraire, deux mille avions massés derrière le front français de Verdun. L'attaque allemande n'est alors plus possible, parce que la préparation, que l'on nous a montrée si longue, si minutieuse, ne peut se faire.

Le travail continu et méthodique de 2.000 avions de bombardement pendant seulement quarante-huit heures, c'est la destruction totale de tout ce qui se meut, comme de tout ce qui demeure fixe sur le sol et en dessous.

Les effets de destruction obtenus par nos avions opérant soit individuellement, soit par petits paquets, sont absolument démonstratifs de ce que produirait une opération en masse.

Tel est le résumé d'un long mémoire que m'adresse un spécialiste des plus compétents.

Nous avons un Comité d'aviation, une Ligue aérienne ; le secrétaire d'un de ces groupements m'écrivait jadis :

Nous avons étudié tous les moyens d'action utiles. Nous exercerons, pour aboutir, toutes les pressions utiles.

Me permettra-t-il de le lui rappeler ? Dans les dernières séances de la Chambre des Communes, la question des raids à exécuter sur les derrières de l'ennemi a été sérieusement agitée.

Le député-aviateur Pemberton Billing a demandé la construction immédiate de 5.000 avions avec lesquels il se faisait fort de « détruire en un seul jour autant de zeppelins que le gouvernement peut espérer en capturer en un an ».

Un peu partout, on semble donc se demander s'il ne convient pas de chercher dans des opérations aériennes sur les derrières de l'ennemi une solution qui se dérober sur le front et à compter que, pour cela, il suffirait d'oser et de croire.

Général Verraux

"L'Œuvre" Militaire

Les Parrains de Reuilly

J'ai rencontré un mien ami magnifiquement vêtu en militaire. Il concevait quelque amertume de l'arrêt brutal de son activité civile.

— J'avoue ne pas voir, me déclare-t-il, les avantages pour le pays de mon incorporation à la vérité récente. Seul, M. Cognacq en a tiré bénéfice par des 78 francs que je lui ai versés pour mon uniforme. Je pourrais, tout comme beaucoup, être désolé de ma situation, mais je suis philosophe et, malgré tout, je ne regrette pas d'avoir connu la caserne de Reuilly. Elle diffère des autres par l'œuvre admirable que les camarades y ont organisée. Ça vaut le voyage. Viens la voir un jour. L'Œuvre de Téry ne peut se désintéresser de la nôtre.

— Ne l'avons-nous pas signalée ?

— Oui, mais pas racontée. D'ailleurs, elle a progressé elle aussi. La voilà constituée en association civile parfaitement régulière. Il faut que tu voies les "Parrains de Reuilly".

Et j'ai vu. Et c'est, en effet, admirable.

Tout un bâtiment de la vaste caserne est réservé aux poilus des régions envahies, à ceux qui n'ont plus de famille, aux pauvres « chiens errants » suivant un mot cruel et juste.

Des soldats vont les chercher aux gares d'arrivée. A la caserne, rien de militaire ni de cassant. A peine inscrit au bureau des entrées, le poilu est mené dans un service de propreté corporelle installé par le professeur Bordas. C'est le *lazaret*. Le permissionnaire, dévotement, reçoit les ablutions nécessaires cependant que ses vêtements sont passés à l'étauve. Du linge frais lui est fourni. Et le poilu, propre et raffiné, n'a plus qu'à se laisser vivre.

On le mène visiter Paris qu'il ne connaît souvent pas. Chaque matin, par groupes, sous la conduite d'un camarade, il va par la capitale, libre, bien entendu, s'il le préfère, de se promener seul. Il reçoit, en effet, dès son arrivée, 2 fr. 50. L'après-midi, ce sont les théâtres ou les cinémas qui le distraient, s'il le désire, aussi bien l'Opéra, la Comédie-Française ou l'Opéra-Comique que les petits théâtres ou les music-halls. Le soir, il est libre et peut rentrer quand il veut. Mais il trouve à la caserne une salle coquettement aménagée où des artistes complaisants et non des moindres composent tous les soirs, sans *relâche*, des programmes variés, alternés de films divertissants.

Au début, l'autorité militaire avait exigé que ces permissionnaires fussent rentrés à 8 h. 30. Cela leur gâtait toute joie. Une bonne moitié enfrenait la consigne. Maintenant qu'ils sont libres, dix sur cent à peine usent de la permission. Les autres sont tous là dès la nuit, sauvés sans contrainte des dangers de l'alcool... et du reste.

Les repas sont pris dans des salles qu'un C. O. A. de talent a décorées à la colle. Ce sont portraits, compositions, ornements aux tons vifs d'une jolie fantaisie, métamorphosant la pièce qui fut une chambrée.

Les menus — inscrits sur cartons — sont copieux et variés : hors-d'œuvre et potage, viande, légume, dessert, bière, café et jusqu'à — quel luxe ! — un cigare.

Les dorlions sont entretenus par les soldats de la section. Le poilu — c'est bien son tour — n'en a nul souci.

Des pancartes tenues à jour donnent les noms de tous ceux qui sont passés à la caserne — près de 12.000 actuellement — ou qui s'y trouvent encore ; il y en a eu jusqu'à mille à la fois. Ces noms affichés ont permis à beaucoup de retrouver la trace de parents ou d'amis. Franchement, ils se sont rencontrés là en même temps et que de fois — scène de mélo exacte et touchante — un vieux poilu vit devant lui son fils, perdu depuis l'invasion. En outre, un service de renseignements procure aux permissionnaires la possibilité d'avoir des nouvelles des leurs même civils, grâce à des fiches portant les indications que fournissent les comités spéciaux. Bientôt, enfin, un *Bulletin* envoyé à tous les fileuls du front facilitera encore ces recherches.

Et, la permission terminée, le poilu, gratifié encore de 2 fr. 50 et d'un colis copieux, quitte à regret, mais empli d'une ardeur nouvelle, les camarades qui l'ont si largement et si délicatement traité.

Est-ce fini ? Nullement. Le contact subsiste. A son départ, le poilu de Reuilly reçoit une carte postale avec l'adresse, toute prête. Tout naturellement, il l'envoie avec un mot de gratitude. Et dès lors c'est une correspondance continue qui s'engage. Chaque jour, des centaines de lettres arrivent du front auxquelles il est répondu avec soin. Ce serait un curieux et instructif recueil que celui de ces lettres reçues à Reuilly. Bien ou mal écrites, avec ou sans style, correctes ou pleines de fautes, toutes reflètent un courage et une volonté de vaincre inébranlables. Parfois un regret pour les proches restés dans les pays occupés. Mais la larme sèche vite et aussitôt c'est l'espoir de la victoire qui rendra terres et êtres chers.

De quelles ressources vit cette œuvre dont les frais ne doivent pas être insignifiants, car les envois de lettres s'accompagnent de fréquents envois de colis ? Uniquement des cotisations des soldats de Reuilly et de la prime de subsistance allouée par l'autorité militaire. Toutefois pour les cinq francs donnés, moitié à l'arrivée et moitié au départ, des dons particuliers ont concouru à une dépense qui dépasse actuellement 67.000 francs. Les "Parrains" viennent d'avoir une nouvelle et délicate pensée. Désormais les fileuls recevront une médaille portant à l'avers cette légende :

**Honneur aux poilus des régions envahies
Leurs camarades de la 2^e
les admirent et les aiment**

Au cours de ma visite, j'ai revu mon ami. Il écrivait à un poilu et me tendit la lettre à laquelle il répondait :

Vous avez compris que, puisque nous ne pouvions avoir le bonheur d'aller embrasser femme et enfants, nous ne pouvions être abandonnés de tous et vous êtes venus nous tendre fraternellement la main. Tous, depuis les gradés jusqu'aux camarades qui nous servaient, vous avez droit à notre gratitude. Nous avons puisé chez vous le courage et le réconfort dont nous avions besoin...

Et mon sceptique ami paraissait fort ému.

Nous rappelons à nos abonnés que tout changement d'adresse doit être accompagné de la somme de 50 centimes, en mandat ou timbres-poste, pour frais de confection d'une nouvelle bande.

LA SITUATION DES OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS DE RÉSERVE en présence du moratorium des loyers

Nous avons, en son temps, exposé ici la circulaire du nouveau ministre de la guerre prescrivant aux officiers et sous-officiers de payer leurs termes de loyer en retard ; en présence, de l'émotion soulevée par la forme impérative que les journaux avaient donnée à ce texte, le ministre y a ultérieurement apporté un correctif en stipulant qu'il ne visait que les officiers et sous-officiers de l'active ; aujourd'hui, dans une réponse publiée à l'*Officiel*, il explique complètement sa pensée :

« La circulaire du 19 mars, dit le général Roques, n'a jamais eu le caractère impératif que le public lui a prêté ; elle avait pour but, simplement, de rappeler à ceux dont la guerre n'a nullement réduit les ressources qu'ils ne devaient pas, équitablement, se prévaloir de dispositions légales qui n'ont été, en fait, prévues et édictées que pour ceux-là seulement dont la situation matérielle se trouve indiscutablement diminuée par les circonstances actuelles. Il est impossible, par ailleurs, de fixer les catégories d'officiers et de sous-officiers auxquelles s'impose l'obligation de payer leur loyer. Il n'y a, en la circonstance, que des cas d'espèce, et il appartient à chacun, en se pénétrant de l'esprit de la circulaire précitée, de fixer sa propre ligne de conduite. »

Voilà donc la question mise au point de façon définitive. Le ministre n'impose à quiconque l'obligation de renoncer aux avantages que donne à tous les militaires la loi commune ; c'est aux intéressés à juger dans quelles limites les circonstances leur permettent de les abandonner.

Mortimer-Mégret

Exemptés et réformés

Nous avons besoin de soldats dans l'infanterie ; il faut donc en trouver. Dans une guerre aussi longue et aussi nationale, il importe surtout qu'il n'y ait pas d'abus. Or, puisque l'on a prescrit aux réformés, aux militaires réformés à l'armée, de passer une nouvelle visite médicale, il est de toute justice de prendre la même mesure pour les exemptés des conseils de révision.

On établit généralement, dans le public, une confusion entre les réformés et les exemptés. Les militaires réformés à la caserne ne sont réformés qu'à la suite de rapports établis dans les compagnies et les régiments qui connaissent bien leurs hommes. Et quand un soldat est réformé par la commission de réforme composée d'officiers et de médecins militaires, c'est que ce soldat ne peut pas faire un service actif.

Au contraire, le conseil de révision est actuellement composé de trois civils (deux fonctionnaires de la préfecture et un conseiller général ou d'arrondissement) et de deux officiers seulement. Or, comme le médecin militaire, qui assiste au conseil de révision avec les dix officiers, n'a que voix consultative, la majorité du conseil décide, et cette décision est souveraine. Le conseil de révision exempte les conscrits selon sa volonté. Il y a eu des abus qui ont fait

crier. Il est de toute justice que tous les exemptés des classes mobilisables passent devant la commission militaire de réforme, qui décidera définitivement.

On voit, dans les rues et les cafés, trop d'hommes mobilisables qui ont su éviter le front. Bien entendu, les garanties les plus sérieuses devront être offertes par les commissions militaires de réforme ; l'autorité militaire devra apporter les plus grands soins dans la composition locale de ces commissions. Et même, le ministre de la guerre devrait édicter des dispositions générales, de façon à éviter toutes recommandations.

Quelques indifférents, qui se sentent menacés, se mettront à jeter les hauts cris ; mais l'opinion publique se montrera favorable à la mesure que nous préconisons.

Ne pardons pas de vue qu'en outre des canons et des munitions, il nous faut des soldats ; il nous en faut surtout dans l'infanterie.

P. S. — La commission de l'armée vient d'aprouver le projet ministériel proposant la visite des exemptés des classes 15, 16 et 17. Il faudrait compléter ce projet dans le sens indiqué ci-dessus.

NOUVELLES MILITAIRES

Fantassins inaptes au port du sac

Le ministre de la guerre a définitivement renoncé au projet envisagé un moment de créer des compagnies d'infanterie sans sac. En conséquence, il est prescrit aux commandants de régions d'inviter les commissions de réforme à continuer les propositions de changement d'armes en faveur des militaires blessés au dos ou à l'épaule.

RÉPONSES

Nous prions nos lecteurs de rédiger leurs demandes de renseignements sous la forme la plus brève et la plus précise, en évitant tous détails inutiles. Les résumer en quelques lignes si possible.

Nous avons reçu pour nos œuvres :
T. M., 10 francs.
G. O. E., 5 francs.

Toujours Française. — La mort de votre mari rend inexistante la procédure entamée. Vous ne pourrez que demander votre naturalisation, mais la loi du 7 avril 1915 l'interdit jusqu'à la fin des hostilités.

H. G. — Votre ordre d'appel mentionnera « bon absent » et vous serez tenu de partir immédiatement sous peine d'être déclaré insoumis.

Vladislav P. — 1° Oui, pour les sous-officiers à solde journalière ; 2° 3 fr. 19 par jour à dater de l'incorporation.

Long. — Adressez une demande au général commandant le département de la Seine.

Moulin de Valmy. — 1° Aucun règlement ne fixe un délai entre le moment où il a été demandé une permission et l'instant où elle est accordée ; 2° tout militaire, sous peine de sanctions graves, doit rentrer au terme fixé par son titre de permission.

A. M. n° 1. — Adressez une réclamation au ministre par l'intermédiaire de votre corps.

Ex-poilu colonial. — Vous repasserez fin août.

H. R. 02. — 1° Il peut être envoyé dans la zone des armées et obtiendra difficilement, comme automobiliste, d'être rapproché de son domicile. L'engagement avec le grade de sergent n'est admis que pour les anciens officiers. C'est le chef de corps qui rétablit, s'il le juge convenable, les anciens gradés dans leur grade.

LA PHOTOGRAPHIE D'ART

Reutlinger accorde 50% sur le tarif habituel.

21, Boulevard Montmartre, Paris.

Agrandissements à partir de 4x6. Amateurs avec toutes transformations artistiques.

Les auxiliaires et la classe 88

Moins de phrases, des décisions

On parle beaucoup à la Chambre. Le ministre de la guerre y a dit, sur les auxiliaires et la classe 1888, d'excellentes choses unanimement applaudies.

Mais à l'instant même où on se payait de mots, une fois de plus, voici le spectacle que ministre et honorables eussent pu contempler dans de nombreux députés.

Les hommes appelés de la classe 88 sont là, depuis plusieurs jours, les bras ballants, à attendre que des ordres viennent. Ils ont abandonné leurs emplois, fermé leurs usines ou leurs boutiques, ralenti encore l'activité économique déjà si précaire. On ne pouvait s'en passer. On n'en fait rien. C'est affaire de quelques jours, dira-t-on, le temps de s'organiser.

Mais, bon Dieu ! quelques jours de 10 heures multipliés par 30.000, cela fait plusieurs fois 300.000 heures d'activité gâchée. Les bureaucrates ne le voient-ils pas et tiennent-ils, de gaieté de cœur, à ruiner notre pauvre pays ?

Pendant ce temps, les Boches, en des manchettes sensationnelles, annoncent que la France en est réduite à appeler les hommes de quarante-huit ans.

En aura-t-on bientôt fini avec ce gaspillage effréné des civils ?

M. Malvy et la vie chère

L'agence Havas nous communique la note suivante qui doit avoir été directement inspirée par le ministre de l'intérieur :

L'élévation des prix du beurre a attiré, d'une façon toute particulière, l'attention des pouvoirs publics, justement préoccupés des conséquences que la hausse pouvait entraîner pour les consommateurs.

Divers moyens furent envisagés pour remédier à cette situation. C'est ainsi que l'on a décidé de tolérer l'importation des beurres étrangers horiqués ; mais cette mesure ne pouvait être suffisamment opérante et l'on pense que le seul remède vraiment efficace ne pouvait consister que dans l'octroi de facilités de vente plus grandes à un produit de substitution, la margarine, dont l'emploi généralisé est de nature à faire pression sur les cours du beurre.

Il reste toutefois entendu que le dédit se fera dans les conditions prévues par l'article 9 de la loi du 16 avril 1897, c'est-à-dire que la margarine sera seulement livrée en pains cubiques avec une empreinte portant sur une des faces, en caractères apparents et indélébiles, le mot « margarine », ainsi que le nom et l'adresse du fabricant ; ces mêmes indications devront être répétées sur les enveloppes, accompagnées de l'indication de la composition du produit. Les pains dont il s'agit ne devront pas être détaillés.

Cette mesure qui fait partie du programme établi par M. Malvy pour lutter contre la vie chère ne saurait manquer d'être favorablement accueillie par la masse des consommateurs.

Nous ne partageons pas l'opinion de l'auteur de cette note officielle et nous croyons, au contraire, que la masse des consommateurs n'appréciera qu'à moitié le programme de M. Malvy.

Une combinaison qui consiste, pour lutter contre le renchérissement des vivres, à remplacer certaines denrées par d'autres qui leur sont inférieures est vraiment un peu simpliste.

« Le beurre augmente, mangez de la margarine. Le café devient rare, faites-en avec des glands. Si le vin coûte cher, buvez du cidre ou du poiré. »

On peut aller loin dans cet ordre d'idées.

Aussi, quand on nous annonce que le public va être ravi et se prépare à tresser des couronnes au ministre qui a imaginé cette solution, nous sommes en droit de rester sceptiques.

FEUILLETON DE L' "ŒUVRE"
du samedi 8 avril 1916

Les Mystères de Corneville

L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR JEAN DRAULT

PREMIÈRE PARTIE

LES SECRETS
DU DEUXIÈME BUREAU

VI

FREDA WALKENITZ, CUISINIÈRE
SYMBOLIQUE

Mais un officier d'ordonnance lui a dit de compter jusqu'à vingt. A seize, il l'a arrêtée et lui a dit quelle elle pouvait pas faire l'affaire. Elle avait prononcé : dreisse. Regardez à quel point le succès d'une guerre... Engagée chez Joffre, Freda pouvait chiper des papiers utiles ! Elle a un plat « kolossal » qui est son triomphe. Mais les Français ne l'aiment pas. Freda n'a jamais pu donner sa mesure chez ses matres français. Ce peuple est sans estomac. Ici, elle donne sa mesure. Elle

fait ce plat à chaque arrivée d'Allemand important.

Inquiet, M. Perrussel demanda : — C'est un entremets, sans doute ? Car après ce que nous avons mangé...

— C'est un peu un entremets et c'est un peu autre chose. Le nom l'indique, d'ailleurs ! Cela s'appelle un *kartoffel-sauerkrautwurstbrüh*.

— Nom de nom ! laisse échapper M. Perrussel, en s'épongeant avec sa serviette, et en songeant aux plats légers d'Alice, cuisinière française. Qu'est-ce qu'il y a là-dedans ?

— De tout, *mein Gott* ! C'est une pièce montée et séculaire. On l'a vue, — pas moi, — sur la table de Frédéric II. Au sommet de ce substantiel édifice, s'aperçoit de loin, quand on l'apporte, une guirlande de boudins et d'andouilles mollement posée sur un lit de choucroute endiguée par une corniche de betteraves confites au sel. Ce dôme est supporté par un piédestal de saucisses fumées...

— Encore ?... exprima M. Perrussel avec l'angoisse du condamné à qui on détaille par avance son supplice.

— Toujours !... insista Puttkamer après avoir avalé un verre de bordeaux dans lequel il avait jeté un petit verre de calvados... De saucisses fumées et de saucissons rôtis sur le gril venus d'Allemagne par colis-postaux. Le cochon français est trop petit et il ne sent pas assez fort pour ce mets de guerriers qui ne reculent devant aucun ennemi, devant aucune nourriture.

Tel un tragédien déclamant un fragment épique, Puttkamer continua :

— Ce piédestal de *délikatessen* est fortement cimenté de graisse d'oie qui, en débordant, forme des festons, des des-

sins architecturaux reproduisant en général les parties capitales des chefs-d'œuvre de cette architecture munichoise qui commençait à rendre Paris un peu présentable. Des brins de sauge ourrant dans la graisse d'oie, remplacent ces lignes de briques vernissées qui égayaient tant les façades de nos gares impériales. Il faut un orfèvre pour agencer certains de ces dessins. Nous avons ici un certain Kuppelheim, de Pfortzheim, Badois et artiste qui fait de la cisellerie sur jambonneau à se pâmer devant. Alors ! La base de l'œuvre s'élargit soudain. Une purée de pois s'étend, qui entoure l'édifice, flanquée de boules de purée de pomme de terre. Vous croyez voir la mer et ses rochers. De petits poissons frits sont enfoncés à demi dans la purée de pois et on l'air de nager. *Artistik ! Mein lieber ! Artistik !*

Une croûte de pâté supporte cette île de rêve. Il y a des pruneaux dedans. On verse, au moment de servir, un pot de gelée de groseille sur le dôme, puis un litre d'alcool qui tombe en cascade dans la mer et on y met le feu. C'est la vision de la guerre ! Un plat wagnérien, vous dis-je ! Il faut d'ailleurs, sitôt qu'on a mis le feu, qu'un orchestre entonne la symphonie de la forge, de *Siegfried* : « *Quel feu dans les airs ! qui saute, qui danse, voltige, bondit !* »

Alors, on peut manger ! Mon cher Burenstaub !... Vous avez trop vécu en France, vous !

« J'ai mangé ! » pensa M. Perrussel, que cette description avait rassasié...

Des *Hoch !* frénétiques éclataient dans la salle des armuriers. L'allégresse des anthropophages lorsqu'on leur présente le naufragé risolé à point doit être discrète,

en comparaison du tumulte que déclencha l'apparition des mangeailles décrites par Puttkamer.

Cet assortiment architectural s'avancait lentement, majestueusement, sur un brancard drapé aux couleurs allemandes et que deux jeunes Boches tout rasés, en smoking, aux yeux avivés de kohl, portaient sur leurs épaules.

Avant la guerre, ils dansaient le tango dans un bar de la place Blanche maintes fois fermé par la police. Par eux, Montmartre avait acquis ce renom de décadence latine qui faisait affluer les Américains dans ses restaurants de nuit.

Les tziganes avaient attaqué la symphonie de la forge qu'ils sabotaient éperdument et dont ils faisaient une valse lente. Les convives chantaient, sur cet accompagnement, le *Wacht am Rhein*. Et M. Perrussel, écouré, était bien près de clamer qu'il en avait assez d'être confondu avec une pareille race et qu'il voulait redevenir Français !

Ce qui le retint, ce fut moins la crainte que l'aventure qui l'avait amené là fut connue, que le désir de percer les mystères multiples dont Puttkamer avait la clef.

Le mets « kolossal » avait été déposé sur la table. Le silence s'établit à l'apparition d'une femme massive, grasse, imposante, à la poitrine avançant en

bastion, statue animée de la Germania. Un tablier blanc à bavette, des manches blanches comme en ont les crémères, protégeaient sa robe de gros drap vert-dâtre. Elle s'approcha de la table, une bouteille d'alcool dans la main droite, un pot de confitures dans la main gauche.

— C'est notre Freda Wakenitz ! dit Puttkamer à l'oreille de M. Perrussel.

— La cuisinière ?

— La cuisinière symbolique ! *Ja ! On* la révère ici. Voyez comme elle est tout le portrait de notre impératrice ! *Ach !* le commissaire, il peut interdire le buste du Kaiser, mais le buste vivant de notre Kaiserin, pas moyen ! Nous l'avons en viande et en os !

— Que va-t-elle faire, avec son pot et sa bouteille ?

— Flamber ! Comme Paris flambera dans quinze jours !

M. Perrussel vit rouge. Paris, c'était sa femme, ses filles, ses amis, sa maison ! C'était Hélène aussi ! Il eut envie de sauter à la gorge de ce soudard qui était encore marchand de cacao !

Mais bah ! N'aurait-il pas d'autres armes contre lui bientôt ? Il se contenta. Au surplus, le travail auquel se livrait Freda Wakenitz était à voir.

Le sosie de la Kaiserin vidait le pot de groseilles sur l'assortiment, puis elle déversait sur l'île enchantée « des flots d'alcool, et elle mettait le feu. La flamme monta. Le punch au cochon répandit aussitôt une forte odeur de grillade. Et la cuisinière-symbolique vaticina bibliquement en contemplant la graisse d'oie qui coulait, brûlante dans la purée de pois :

— Paris-Babylone ainsi périra ! L'orchestre transforma, cette fois, la *Symphonie de la Forge* en quadrille, puis correspondit à la mentalité romantique de la cuisinière en jouant la *Marche funèbre du Crépuscule des Dieux*. Les verres furent remplis.

(La suite à demain.)

DERNIÈRES NOUVELLES

La journée

« A l'ouest de la Meuse, entre Béthincourt et la côte 265, les Allemands occupent notre tranchée de première ligne puis sont rejetés. Sur le reste du front, bombardement habituel. »

« A la Chambre, on s'occupe de la limite d'âge des officiers généraux. La question est importante. »

« Je n'ai jamais touché un centime », affirme Garçonnel.

« A la tribune du Reichstag, M. von Jagow lit l'« Œuvre » en la maquillant. »

« Les socialistes berlinois refusent le budget municipal. »

« Un sous-marin boche torpille un navire danois. Le Danemark est neutre... »

« La question du recrutement continue à préoccuper le gouvernement anglais. »

« Le « Sussex » a bien été torpillé, disent les attachés américains de Londres et de Paris. »

« L'Œuvre » au Reichstag

M. von Jagow, secrétaire d'Etat impérial, a fait une surprise aux membres du Reichstag : il leur a lu un article de l'« Œuvre ». Mais il l'a lu à la manière allemande, en maquillant le texte.

« On peut se rendre compte, a-t-il dit, de l'effet produit à l'étranger par des déclarations telles que celles de M. Haase en lisant le journal l'« Œuvre » qui écrit : « La dernière séance du Reichstag est égale à une victoire de nos armées ; si, en France, un député avait seulement dit la moitié des paroles prononcées par M. Haase, ses collègues l'auraient impitoyablement lapidé. » (Ecoutez ! Ecoutez !)

Or, voici ce que nous avions écrit le 27 mars :

Cette dernière séance du Reichstag vaut une victoire de nos armées... C'est la responsabilité même de l'horrible conflit que M. Haase a voulu déterminer, et sa diatribe violente s'est abattue sans pitié à la tyrannie gouvernementale et capitaliste.

Disons-le sans crainte d'être démenti : si, en France, un représentant du peuple s'était avisé de porter à la tribune le quart des accusations portées par M. Haase, ses collègues l'eussent infailliblement lapidé. Non que ce socialiste allemand soit de ceux qui désolent une assemblée, bien au contraire. Mais aucun élu de chez nous n'aurait pu tenir un tel langage, parce que les raisons qui nous ont dressés unanimement contre un farouche envahisseur sont de celles qui ne souffrent aucune espèce de discussion.

On voit qu'il y a, entre les deux textes, une certaine différence. M. von Jagow, qui est un moraliste plus habile que conscient, a isolé de notre article une petite phrase dont il a ainsi complètement faussé le sens. Et il s'en est servi avec la plus insigne mauvaise foi pour triompher de ses contradicteurs.

Ne nous étonnons pas du procédé. Que peuvent peser aux yeux d'un ministre tuteur quelques lignes de journal français quand les plus solennels traités ne lui apparaissent que comme simples chiffons de papier. Ce que nous avons dit, ce que nous répétons aujourd'hui, c'est que la mentalité parlementaire en France ne ressemble en rien à la mentalité parlementaire en Allemagne. Là-bas, un député loyal et sincère — s'il s'en trouve — a le droit et le devoir de maudire les criminels et les fous qui ont déchaîné le plus abominable des conflits. Tandis que, chez nous, personne n'ignore que la responsabilité de la guerre ne nous incombe nullement et que, précisément pour cela, nous devons aller sans défaillance jusqu'à l'écrasement du militarisme boche.

C. O.

La neutralité suisse

Neuchâtel s'agite...

Neuchâtel, 7 avril. — Le Conseil d'Etat de Neuchâtel a envoyé à Berne une délégation composée de MM. Quertier la Tente, président du gouvernement, et Alfred Clottu, chef du département militaire, qui ont eu un entretien avec le général Wille au sujet des mesures prises contre le chef de régiment en garnison à Porrentruy. Nous croyons savoir que le général a donné l'assurance que son commandement sera maintenu au chef de régiment. D'autre part, celui-ci aurait adressé une plainte au général contre la punition qui lui a été infligée.

Le bombardement de Porrentruy

Genève, 7 avril. — Le colonel Loys, commandant la 2^e division, a adressé au conseil communal de Porrentruy une lettre dans laquelle il annonce que des mesures énergiques seront prises pour protéger efficacement, à l'avenir, la région contre l'agression des avions étrangers.

De plus, dit le Pays, une entrevue a eu lieu entre le colonel Loys et le préfet de Porrentruy.

A la suite d'explications très franches échangées sur les divers incidents regrettables, notamment la suspension prolongée du téléphone, l'absence de mesures de protection de Porrentruy, etc., une entente cordiale est intervenue qui donne l'assurance que, entre l'autorité militaire et l'autorité civile, les procédés légitimes des droits des magistrats comme les intérêts de la population ne se renouvelleront pas.

Le colonel Loys a renouvelé l'assurance qu'il n'y aura plus désormais de laoune dans les moyens de défense mis au service de la troupe.

LES PRISONNIERS MALADES

Berne, 7 avril. — On attend en Suisse dans le courant de mai, pour être hospitalisés, six mille prisonniers de guerre français et deux mille prisonniers de guerre allemands.

AU REICHSTAG

Genève, 7 avril. — Le Reichstag a continué hier la discussion du budget en seconde lecture. Le député Payer, du parti populaire, a exprimé la grande satisfaction du pays après le discours du chancelier. Le député Streetsmann, national-libéral, a violemment attaqué l'Angleterre — et par surcroît l'Amérique, « qui a de la neutralité une conception incompatible avec celle des Allemands ». Il a terminé en disant :

« Le monde a toujours pu se fier au désir de paix de l'empereur et du peuple allemand. La récompense en est un monde d'ennemis, la haine et l'aversion. »

M. Haase, dissident socialiste, a dit :

« Nous nous opposons de toutes nos forces à tout partage de la Pologne ; les Baltes et les Lithuaniens, avant la guerre, ne voulaient pas leur annexion à l'Allemagne ; le tort causé à la Belgique doit être réparé par sa restauration comme Etat. (Mouvement.) En 1913, M. de Jagow a déclaré que l'Allemagne désirait le maintien de la neutralité de la Belgique. La déclaration du chancelier, du 4 août 1914, suivant laquelle les troupes allemandes avaient peut-être déjà franchi la frontière belge, était d'autant plus surprenante. »

Après une intervention de M. von Jagow, secrétaire d'Etat, intervention dont nous parlons d'autre part, M. Scheidemann, au nom des socialistes majoritaires a proclamé une fois encore la solidarité de son parti avec le gouvernement pour l'intégrité, l'indépendance et la liberté du développement de l'Allemagne.

La résolution de la commission concernant la guerre sous-marine a été ensuite adoptée. Elle est ainsi rédigée :

« La résolution ne contient l'expression ni de confiance ni de méfiance envers le gouvernement, mais exprime simplement le point de vue du Reichstag. La résolution est une protestation contre les mesures anglaises en vue d'affamer l'Allemagne et elle établit que les sous-marins étant une arme efficace contre ces projets seront employés de manière à assurer à l'Allemagne une paix garantissant son avenir. Si la sauvegarde des intérêts des Etats neutres est une chose absolument naturelle pour la politique allemande, la commission désire quand même déclarer que toute demande illégale de la part des neutres ne sera pas reconnue par l'Allemagne. »

La Gazette de Francfort annonce que, lorsque le chancelier déclara, au cours de son discours au Reichstag, que l'Allemagne pouvait atteindre ce qu'elle voulait par son travail pacifique, mais que ses ennemis avaient choisi la guerre, M. Liebknecht interrompit :

« C'est vous qui avez choisi la guerre », le tumulte éclata : « Voyou, quittez la salle. »

Liebknecht continue

La Gazette de Francfort annonce que, lorsque le chancelier déclara, au cours de son discours au Reichstag, que l'Allemagne pouvait atteindre ce qu'elle voulait par son travail pacifique, mais que ses ennemis avaient choisi la guerre, M. Liebknecht interrompit :

« C'est vous qui avez choisi la guerre », le tumulte éclata : « Voyou, quittez la salle. »

Berlin se plaint...

Berne, 7 avril. — La fraction social-démocrate du conseil municipal de Berlin a refusé de voter le budget de la ville, particulièrement à cause de l'augmentation du prix du gaz qui pèse lourdement sur la classe pauvre.

LE RECRUTEMENT ANGLAIS

Londres, 7 avril. — Au cours du Conseil des ministres qui a eu lieu hier sous la présidence de M. Asquith, le gouvernement n'a pris aucune décision au sujet du recrutement. Le point essentiel de la question est le chiffre total d'hommes réclamés par le ministère de la guerre. Il est douteux que ce chiffre soit publié. Le Daily News ajoute que certaines différences d'opinion existent parmi les ministres sur la question de savoir si le système Derby peut procurer au ministère de la guerre le nombre de soldats demandés.

LA NORVÈGE RACHÈTE L'OR

Christiania, 7 avril. — Le gouvernement a déposé un projet de loi autorisant la banque de Norvège à racheter l'or en cas de besoin à un taux inférieur au cours légal. La même mesure a déjà été prise en Suède et au Danemark.

L'administration allemande a fait savoir officiellement aux importateurs et exportateurs norvégiens qu'ils devront payer d'avance, en couronnes, le prix du transport sur les chemins de fer allemands.

Les réquisitions belges

La préfecture de la Seine communique aux journaux une circulaire relative au règlement des litiges pouvant naître du séjour en France des troupes belges.

Les dispositions énumérées dans cette circulaire seront applicables à dater du 9 avril.

LA GUERRE SOUS-MARINE

Les torpillages

Londres, 7 avril. — Une dépêche du Lloyd dit que le vapeur espagnol Léon XIII a recueilli une chaloupe et neuf marins du vapeur Marita.

Une autre dépêche du Lloyd annonce que le voilier français Saint-Hubert de Saint-Malo, a été torpillé par un sous-marin allemand. L'équipage a été recueilli par le vapeur danois Livonia.

Malle, 7 avril. — Le vapeur danois Goteborg a été coulé par un sous-marin autrichien. L'équipage a été sauvé.

La preuve est faite

Washington, 7 avril. — Le rapport de l'attaché naval américain à Londres concorde avec celui de l'attaché naval américain à Paris, établissant que le Sussex a été torpillé.

Vapeurs attaqués

Marseille, 7 avril. — Le paquebot Colbert, des Chargeurs Réunis, a été canonné par un sous-marin ennemi en cours de route, sans avertissement préalable.

Le paquebot ayant des chaudières sous haute pression, put échapper par sa vitesse aux attaques du sous-marin.

La révolution en Chine

Pékin, 7 avril. — La province de Kouang-Toung et la ville de Canton ont proclamé leur indépendance.

Communiqué belge

Un petit coup de main tenté la nuit dernière sur un de nos postes avancés près de Steenstraete a été repoussé par nos troupes.

Cet après-midi, actions d'artillerie assez violentes dans les secteurs de Ramscappelle et de Dixmude.

Communiqué anglais

Londres, 6 avril. — Ce matin, de bonne heure, après un très violent bombardement, les Allemands se sont livrés à une vigoureuse attaque contre les nouvelles tranchées britanniques de Saint-Eloi.

Le combat, qui a duré toute la journée, continue.

A Hooghe, nous avons rapidement chassé, en infligeant des pertes, un petit détachement allemand, qui avait pénétré dans une de nos tranchées.

L'artillerie a été active de part et d'autre aujourd'hui dans la région de Liévin et de Lens, et au sud de Boesinghe.

Communiqué russe

Front occidental

Sur le front de la Dvina, on signale des vols d'aéroplanes ennemis qui ont jeté des bombes. La débâcle des glaces continue, les marais gèlent, les routes boueuses sont impraticables pour le mouvement.

Dans plusieurs secteurs, des régions de Jacobstadt et de Dvinsk, il y a eu un vif duel d'artillerie.

Nos avions ont exécuté plusieurs raids avec succès.

Dans la région au sud-ouest de Dvinsk, le lieutenant-aviateur Barbas a abattu un dirigeable ennemi qui est tombé dans les lignes ennemies.

Mer Noire

Nos sous-marins ont coulé, près du Bosphore, un vapeur escorté par un torpilleur du type Milst et ils ont détruit onze voiliers chargés de charbon.

Un de nos vaisseaux de ligne a bombardé, à longue distance, le croiseur Breslau, qui s'est éloigné rapidement.

Front du Caucase

Dans la région du Tchoukh supérieur, nos éléments ont délogé les Turcs de positions fortifiées et ont progressé à l'ouest.

Dans la vallée de Terdjane, l'ennemi a attaqué sur un front étendu et il a été partout repoussé.

A L'HOTEL-DE-VILLE

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Au cours de sa deuxième séance, le Conseil municipal a, sur le rapport de M. Ernest Caron, émis un avis favorable :

1° A la demande en reconnaissance d'utilité publique présentée par la caisse de secours des élèves de l'Ecole centrale des arts et manufactures ;

2° A la demande en reconnaissance d'utilité publique, présentée par la société de l'Art appliqué aux métiers ;

3° A la demande de même nature présentée par l'association dite Institut prophylactique.

M. Hénaffe fait adopter son rapport sur le plan de campagne de pavage en

bois en 1916 ; dépense : 515.000 francs. Le Conseil adopte encore le rapport de M. Deville sur la répartition du crédit de subventions à des écoles libres de dessin destinées aux femmes, et statue sur un grand nombre d'affaires relatives à l'enseignement. Séance lundi prochain.

Au Parlement

L'HEURE LEGALE

La commission de l'enseignement de la Chambre a approuvé le rapport de M. Malvialle sur l'avance de l'heure légale.

Le rapporteur conclut à avancer les horloges d'une heure, à partir du 10 avril, pour toute la durée de la guerre.

Les Spectacles

Cet après-midi : OPERA. — Samson et Dalila. COMEDIE-FRANÇAISE. — 1 h. 30. — Le Luthier de Crémone ; Britannicus ; Poil de Carotte. ODEON. — 2 h. — Fédora. TH. ANTOINE. — 2 h. 30. — Nono. CONCERTS-ROUGE (6, rue de Tournon). — 15 h. 30. — Musique de Chambre : Quatuor (Debussy) ; Sonate (Widor) par M. G. Poulet et Mlle Mary Weingartner, pianiste ; Quatuor (Schumann). Prix : 1 fr. 25, 2 fr. 25, 3 francs.

Ce soir : COMEDIE-FRANÇAISE. — 7 h. 45. — La Marche nuptiale. ODEON. — 8 h. — Chatterton ; Les Grandes Demeures. OPERA-COMIQUE. — Relâche. VAUVILLE. — 8 h. 30. — Maciste. TH. SARAH-BERNHARDT. — 8 h. 15. — La Tour de Nesle. GAITÉ. — 8 h. 30. — Trois Femmes pour un mari. PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Polu. VARIETES. — 8 h. 30. — Le Dindon. PORTE-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — La femme nue. TH. REJANE. — 8 h. 30. — Alsace. THEATRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Nono. ATHENES. — 8 h. 30. — Le Coc en Pâte. RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces. CHATELET. — 7 h. 50. — Les Exploits d'une petite Française.

NOUVEL-AMBIGU. — 8 h. 30. — Ma Tante d'Honfleur. APOLLO. — 8 h. 15. — La Cocarde de Mimi Pinson. MICHEL. — 8 h. 30. — L'Avion 233, etc. TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — La Petite Mariée. FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. — A la Parisienne ! OLYMPIA. — 8 h. 30. — Marck et ses lions. CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Mayol. ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions. CLUNY. — 8 h. 45. — Le Fils naturel. CAPECINES. — 8 h. 15. — Paris aux Quinquets, revue. DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosaie. GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — Nuit blanche ; Une rage d'amour ; Le Messique ; La Lanterne. SOUL. — 7 h. 30. — C'est Maous Polpoil (répétition générale).

GAITE-ROCHEBOUQUET. — Non ? Si... (revue). ELDOURADO. — A 3 h. et à 8 h. 15. — On en met ! (Drame).

THEATRE CLAU. — 8 h. 30. — Lyoté de jeunes Filles. EUROPEEN. — 8 h. 30. — La nuit de noces du poilu. LA PIE QUI CHANTE. TH. DES DEUX-MASQUES, CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE, à 8 h. 50. Attractions. OMNIA PATHÉ. — Pendant la bataille. Les Mystères. La goélette « La Panthère ». Actual. militaires.

Electric Palace, 5, bd des Italiens. — Vues militaires. Charlot, ministre par amour. Comique américain.

REFUGIEE échangerait trophée de guerre contre objets pouvant servir dans intérieur à reconstituer. Ecrire Mme J. Boissier, 8, rue Pradier.

DAME 29 ans, très bonnes références, demande emploi vendeuse, gros ou détail. Mme Aline, 110, rue de Fontenay, Vincennes.

JEUNE FEMME de mobilisé demande emploi dans usine de fer. A. Mathieu, 7, rue Eugène-Sue, Paris (18^e).

JEUNE FEMME, 20 ans, mari mobilisé, demande place vendeuse rayon mode. Mme Bonin, 25, rue de Vanves, Paris.

Toilette intime
GYRALDOSE
SUPPRIME PERTES et TOUS MALAISES
Communication à l'Académie de Médecine
Laboratoire de l'EUROPEAN, 24, R. de Valenciennes, Paris.
Bottle 4 fr.; les 5: 17/20; Etranger 4/50; les 5: 21 fr.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE

Fêtes de Pâques
A l'occasion des Fêtes de Pâques, les coupons de retour des billets d'aller et retour délivrés à partir du 13 avril 1916 seront valables jusqu'aux derniers trains de la journée du 4 mai 1916, étant entendu que les billets qui auront normalement une validité plus longue conserveront cette validité.

La même mesure s'étend aux billets d'aller et retour collectifs délivrés aux familles d'au moins quatre personnes.

Les Vacances de Pâques
Exceptionnellement : Emission, à dater du 5 avril, des billets d'aller et retour collectifs toutes classes à prix réduits pour familles d'au moins trois personnes, de toute gare à toute gare du réseau P. L. M.

Minimum de parcours simple : 150 kilomètres. Arrivés facultatifs. Validité : 33 jours avec faculté de prolongation.

Prix : Les deux premières personnes paient le tarif général, la troisième personne bénéficie d'une réduction de 50 0/0 ; la quatrième et chacune des suivantes d'une réduction de 75 0/0. Demander les billets quatre jours à l'avance à la gare de départ.

Les idées qui passent...

Appel aux neutres

En une page d'une haute éloquence, M. Pierre Loti (Figaro) démontre que toute l'horreur déversée depuis tantôt deux ans sur l'Europe était en germe depuis les origines dans les cervelles allemandes. Et le romancier lance aux neutres ce vibrant appel :

Réveillez-vous donc, petits ou grands pays neutres, qui ne comprenez pas encore que sans nous, votre tour serait venu d'être piétinés comme la Belgique, comme hier la Serbie et le Monténégro. Le monde ne respirera qu'après l'écrasement complet de ces derniers des barbares, comment ne l'avez-vous pas senti ? Pour vous ouvrir les yeux, que faut-il donc ? S'il ne vous suffit pas de voir, chez nous, toutes nos ruines, intentionnelles et inutiles, de lire tant et tant d'irréfutables attestations de tueries enragées n'épargnant même pas nos tout petits enfants, si rien de tout cela ne vous suffit, regardez donc au moins chez vous, regardez l'insolente ironie des pressions que le peuple de proie vous fait subir, ou regardez tous les attentats, audacieux et sournois, déjà commis de l'autre côté de l'Océan ! Ou bien encore, si absolument vous ne savez même pas voir autour de vous, au moins parcourrez donc un peu de ce, depuis des siècles, ont écrit tous leurs intellectuels, tous leurs grands hommes ; à chaque page, vous serez épouvantés de trouver l'apologie la plus étalée de la violence, de la rapine et du crime.

Le discours du chancelier

Le « subtil et inutile appel à la paix » (selon la définition donnée par nos alliés) du discours de M. de Bethmann suscite chez nous des commentaires de moins en moins flatteurs pour l'orateur boche. Le chancelier parla de la force germanique.

M. Léon Bailby (Intransigeant) répliqua :

Mais ni la France, ni les Alliés, ni les neutres ne sont dupes des apparences. Personne hormis un Allemand, naturellement menteur, n'oserait soutenir que la situation de l'Empire est meilleure aujourd'hui, quand il souffre d'un essouffement alimentaire certain, quand son crédit financier n'est plus qu'un château de cartes, quand la décision des Alliés de s'installer à Salonique a nettement arrêté la ruée allemande vers l'Egypte et l'Asie, enfin, quand le kronprinz, après quarante jours d'efforts inutiles, et de salignées monstrueuses infligées à ses troupes, pétine toujours devant Verdun. Réfléchons-nous bien ceci : un quart d'heure avant sa chute, l'Allemagne aura la même figure qu'aujourd'hui.

Il faut laisser passer les discours, et ici presser les actes.

M. Henry Bérenger (Paris-Midi) constate que ledit chancelier parle charabia :

« L'histoire — dit de Bethmann, dans ce langage cocasse en usage chez les Boches depuis Bismarck — l'histoire a des pieds d'airain qui ne lui permettent pas de revenir en arrière. »

Autrement dit, les Boches ont violé le territoire belge et le territoire polonais, il faut qu'ils leur en reste quelque chose !

Tel l'apâche qui, ayant violé des femmes pour les voler, crève aux gendarmes : « Laissez-moi au moins la jupe ! »

Et M. Bérenger, faisant allusion aux « garanties » que le Boche décreta d'assurer à son empire, ajoute :

Si c'est vraiment là que M. le chancelier veut faire arriver les pieds d'airain de l'histoire, je crains bien que ces pieds d'airain ne finissent pour lui, sauf son respect, en pieds de cochon...

L'après-guerre

M. Herriot (Journal) estime, d'accord avec M. Charles Humbert, qu'il faut, de toutes nos forces, préparer les victoires économiques d'après la guerre :

Si cette seconde guerre se présente moins dangereuse, elle s'annonce aussi plus difficile que l'autre. Il y a tant d'éléments à examiner, tant de conditions à observer !

Il y a la question du crédit à l'exportation. MM. les banquiers voudront-ils consentir, au lieu de favoriser par leur commerce de papier, des entreprises, extérieures, souvent antilucreuses, à soutenir nos industriels et nos commerçants, comme les banquiers allemands l'ont fait pour leurs compatriotes ?

Il y a la question, si importante, des brevets. Il y a la question, non moins intéressante, de la marque. Il y a la question de la méthode d'œuvre et y a le problème de l'enseignement technique : n'allons-nous pas, enfin, combler cette lacune effroyable dont nous avons tant souffert ?

La guerre actuelle ne doit pas être un entr'acte après lequel nous retournerions à nos anciennes habitudes. Il faut qu'elle soit l'occasion d'une réforme, d'une renaissance : il faut qu'elle donne à notre pays un élan nouveau.

Censure et Censeurs

Le Rappel parle des anonymes acolytes de M. Gautier, et les menace :

A la longue, vous verrez, censeurs intraitables, qu'on vous croira de parti pris. Non contents de pratiquer l'ostrosisme avec une indifférence olympienne, vous devenez agressifs. L'échappage consenti ne vous suffit plus. Vous « saisissez » des quelques mots d'un usage courant passent sous la plume. Il nous sera interdit, prochainement de parler autrement que par allusion de l'art que pratiquait Vulcan dans les cavernes infernales et le nom d'un ministre qui précéda l'amiral Lacaze à la rue Royale ne devra plus être prononcé ni écrit par les bons citoyens.

Ussez, censeurs, n'abusez pas ! De grâce pour votre prestige que nous voulons intangible, démentez redoutables, mais, nous vous en supplions, s'il est possible encore, ne soyez pas trop ridicules.

Père de sept enfants

Du Cri de Paris cette anecdote curieuse : Un territorial, fatigué d'être dans les tranchées, cherchait un moyen de se faire renvoyer dans ses foyers.

Il songea à la loi qui libère les pères de six enfants et, pour en bénéficier, il produisit un dossier prouvant qu'il avait épousé, par procuration, le 18 août 1915, une demoiselle X... En même temps, il légitimait, par mariage, les cinq enfants naturels non reconnus de ladite demoiselle.

En outre, il présentait deux certificats établissant que cette femme avait eu précédemment deux autres enfants, naturels eux aussi, mais reconnus par leur père.

Le territorial ingénieux se proclama sans hésiter père de ces sept enfants. L'administration militaire l'approuva et aussitôt le renvoya dans ses foyers.

Le gérant : ANTOINE KLEWYERS.

Imprimerie WELLOFF et ROCHER, 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.